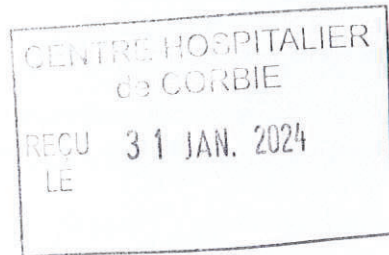




Le Maire
Vice-Président de la Communauté de
communes du Val de Somme

Affaire traitée par :
Mickael Lefebvre
☎ : 03.22.96.43.15.
m.lefebvre@mairie-corbie.fr
N/Réf : BK/ML/24/09



Corbie,
Le vendredi 19 janvier 2024

Madame Murielle Masrez-Piola
Directrice du centre hospitalier
33 rue Gambetta 80800 Corbie

OBJET : procès-verbal de la Commission de sécurité.

Madame Masrez-Piola,

J'ai réceptionné le procès-verbal de la commission de sécurité en date du 31 octobre dernier, qui émet un avis défavorable pour le centre hospitalier Bâtiment médecine situé au 33 rue Gambetta à Corbie, que vous trouverez en copie jointe.

Afin que je puisse vous accorder par arrêté, l'autorisation d'ouvrir au public, je vous demanderai de bien vouloir vous mettre en conformité avec les prescriptions demandées de ladite commission, et de m'en attester la réalisation sans délai.

Je vous prie d'agréer, Madame Masrez-Piola, l'expression de mes sentiments distingués.

Ludovic GABREL



Procès-Verbal de la commission de sécurité arrondissement d'Amiens contre les
risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 17 octobre 2023

Nom ou raison sociale :

560 – CENTRE HOSPITALIER BATIMENT MEDECINE

4ème catégorie - U

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature du dossier : Groupe de visite - Périodique

Avis Défavorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,



RAPPORT DE VISITE DE SECURITE INCENDIE ET PANIQUE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

commission de sécurité arrondissement d'Amiens

Application de l'article 49 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié
relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Date de la visite : 2 octobre 2023

Commune : CORBIE

Dénomination : 560 CENTRE HOSPITALIER BATIMENT MEDECINE

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature et/ou objet de la visite :

Type : Groupe de visite

Nature : Périodique

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Etablissements de soins

Classement :

Genre : Etablissement

Type principal : U « Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique »

Catégorie : 4^{ème}

Effectif public : 90

Dont effectif hébergé : 45

Effectif personnel : 15

Effectif total : 105

Descriptif :

Le centre hospitalier de Corbie est un site qui comprend :

- le bâtiment MAISON DE RETRAITE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment ARC EN CIEL V120 classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment MEDECINE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment READAPTATION CARDIAQUE classé en type U de 5^{ème} catégorie
- le bâtiment SDO ASMIS classé en type W de 5^{ème} catégorie

Ces bâtiments (à l'exception du bâtiment SDO ASMIS) sont dotés d'installations fixes de gaz médicaux. Le chauffage du site est assuré au moyen du réseau de chauffage urbain. Les chaufferies gaz existantes installées dans les différents bâtiments sont conservées en cas de secours. Deux poteaux d'incendie privés sont implantés sur le site.

Descriptif du bâtiment MEDECINE

Il s'agit d'un bâtiment type "préfabriqué" à rez-de-chaussée sur sous-sol comprenant notamment :

Au rez-de-chaussée :

- des chambres totalisant 45 lits
- 1 lingerie
- 1 local médicaments
- 2 réserves
- 2 blocs de consultation
- 1 office
- 1 salon
- 1 salle de réunion (Porta-cabine) d'environ 40 m²
- 2 salles de soins
- des sanitaires

Au sous-sol :

- 1 chaufferie au gaz (P > 20 kW)

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 1 associé à un SSI de catégorie A avec détection dans tous les locaux (sauf sanitaires) et dans les circulations. Les circulations ne sont pas désenfumées.

Observation(s) :

Compte tenu des éléments cités ci-dessus dans l'analyse de risques, il est demandé à l'exploitant :

- d'une part, de faire contrôler par un organisme agréé la stabilité au feu des structures ainsi que les caractéristiques des parois verticales et des portes (zones de mise en sécurité incluses),
- de proposer à la commission des mesures avec proposition d'échéancier afin d'améliorer le niveau de sécurité de cet établissement et le rendre acceptable.

Essais réalisés:

Issues de secours : satisfaisant

ZDM 6 circulation aile sud (en l'absence de la source électrique principale) : satisfaisant

Analyse de Risque(s) :

Il s'agit d'un établissement dont le permis de construire date d'environ 1975 d'après l'exploitant (la Commission ne dispose pas d'archives permettant de vérifier ce point). A ce titre, il est donc soumis à l'arrêté du 23 mars 1965 qui, à l'époque, n'imposait pas le désenfumage des circulations.

Néanmoins, la visite a permis de constater qu'en l'absence de désenfumage, l'évacuation du public ne pourrait être assurée par le personnel, notamment la nuit où il est au nombre de 2. Par ailleurs, les chambres réparties en 2 ailes semblant correspondre à 2 zones de mise en sécurité ne sont pas réparties judicieusement (l'aile nord ayant une capacité supérieure à 20 lits). Ces éléments défavorables sont de nature à retarder l'évacuation du public, notamment parce qu'il s'agit de personnes n'ayant pas leur autonomie de vie et qui sont pour la plupart alitées.

L'exploitant informe le groupe de visite que ce bâtiment type "préfabriqué" construit vers 1975 et n'ayant subi aucuns travaux depuis possède une structure métallique, normalement floqué. En l'absence de stabilité au feu des structures, il ne pourrait être assuré une évacuation précoce et rapide de l'établissement.

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X	Registre de sécurité	exploitant	
X	Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58)	VIRIA	06/09/2023
X	Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57)	VIRIA	06/09/2023
X	Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29)	APAVE	22/09/2023
X	Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19)	APAVE	07/11/2022
X	Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15)	APAVE	07/11/2022
X	Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73)	INEO	21/01/2023
X	Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73)	APAVE	01/08/2023
X	Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Contrat d'entretien du Système de Sécurité Incendie (MS 58)	INEO	
X	Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38)	DESAUTEL	27/10/2022
X	Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours	TC D'HEILLY	19/06/2023
X	Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33)	AIR LIQUIDE	14/08/2023

Prescription(s) :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite ainsi que l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

- | | |
|--|--|
| Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GE 7, Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GE 8 | 1 Faire contrôler par un organisme agréé la stabilité au feu des structures ainsi que les caractéristiques des parois verticales et des portes (zones de mise en sécurité incluses). Transmettre un RVRMD au maire pour avis de la Commission. |
|--|--|

Ce rapport devra préciser les points de conformité avec la réglementation de 1965 ainsi que le cas échéant, les écarts avec la réglementation actuelle.

DEFAVORABLE

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-13,
(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-41

- 2 Transmettre au maire pour avis de la commission de sécurité un schéma directeur d'amélioration du niveau de sécurité incendie.
Réalisé par le responsable de l'établissement avec le soutien d'une personne ou d'un organisme compétent (bureau d'étude, organisme agréé...), ce schéma directeur devra notamment comprendre un diagnostic sécurité d'une part, et une proposition de travaux d'autre part, pour élever le niveau de sécurité en veillant à établir un ordre de priorité et en définissant un échéancier.

DEFAVORABLE

Prescription(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-41

- 3 Mettre en place une signalétique relative aux affectations des différents locaux techniques et de rangement de manière à faciliter le repérage de l'intervention des services de secours.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 53

- 4 Disposer un plan des différentes zones de détection, de compartimentage et de désenfumage à proximité du SSI.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - EL 11

- 5 Interdire l'usage des fiches multiples.
Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 41

- 6 Afficher à chaque entrée un plan d'intervention amovible afin de faciliter son utilisation par les services de secours.
Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.
Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.
Il doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement.
Doivent y figurer, outre les dégagements, « les espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :
- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides ;
- des organes de coupure des sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 41

- 7 Compléter le schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie.
Il doit plus particulièrement, préciser les obligations définies à l'article U 47 ainsi que l'action du service de sécurité incendie prévu à l'article U 43, lors du déclenchement de l'alarme et de la confirmation d'un sinistre. Ce document est préparé par le chef de service de sécurité incendie, prévu à l'article MS 46, § 2, ou soumis à son avis lorsque son existence est imposée par les dispositions du présent chapitre. Il doit être tenu à jour.

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-10

- 8 Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par VIRIA suite au contrôle annuel des installations de chauffage.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 44	9	Installer un sélecteur de porte sur les blocs-portes résistant au feu et possédant deux vantaux équipés de ferme-portes afin d'assurer leur fermeture complète.
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 59	10	Signaler les vannes de sectionnement des fluides médicaux.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 28	11	Interdire le maintien en position ouverte des portes coupe-feu par tout dispositif (cale de bois, butées de portes, béquilles, désolidarisation du ferme porte, etc.).
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 47	12	Réaliser des exercices d'évacuation simulée périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.
(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 157-2	13	Équiper l'établissement d'un Défibrillateur Automatisé Externe (DAE) (décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018). Commentaire : le défibrillateur automatisé externe doit être installé dans un emplacement visible du public et en permanence facile d'accès. Toute personne, même non médecin, est habilitée à utiliser un D.A.E. pour porter secours à une personne en situation d'arrêt cardiaque. Le propriétaire du défibrillateur veille à la mise en œuvre de la maintenance du défibrillateur et de ses accessoires et des contrôles de qualité prévus pour les dispositifs médicaux qu'il exploite.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Défavorable